

## Les lettres, les sciences, les barbares. Questions sur une controverse de 1816

Stéphane Zékian  
(CNRS  
UMR 5611 / LIRE)

### « Se séparer sans se désunir »

Dans un discours prononcé en 1821 lors de la très solennelle et médiatisée « séance publique annuelle de l'Institut », l'érudit Charles Athanase Walckenaer exhume un projet académique vieux de plus d'un siècle et qui ne vit jamais le jour. Devant l'ensemble de ses confrères académiciens, il rappelle l'idée louis-quatorzienne de « ce corps [qui] devait être nommé *l'Académie universelle, ou la grande Académie* »<sup>1</sup> et dans lequel auraient harmonieusement cohabité les compétences les plus variées. Selon Fontenelle, que cite Walckenaer, cette Académie rêvée devait compter « tout ce qu'il y aurait de gens les plus habiles en toutes sortes de littérature : les savants en histoire, les grammairiens, les mathématiciens, les philosophes, les poètes, les orateurs devaient être également de ce grand corps, où se réunissaient et se conciliaient tous les talents les plus opposés »<sup>2</sup>. Dans le contexte de la Restauration, l'évocation de ce projet avorté n'a rien d'anodin. Son intérêt est avant tout stratégique, puisqu'elle permet à l'orateur de ménager les apparences d'un renouement temporel : de Louis XIV à Louis XVIII, par-delà donc toute rupture, une même inspiration guiderait la politique académique des Bourbons. Dans la mesure où les auditeurs sont appelés à s'identifier au brillant tableau de cette « Académie universelle », le souvenir érudit remplit une fonction spéculaire : « Vous reconnaissez ici, Messieurs, cet Institut dont chacun de vous fait partie, cet Institut composé de compagnies différentes qui ont chacune leur destination spéciale, *qui se séparent sans se désunir, et se mêlent sans se confondre* »<sup>3</sup>. L'histoire rêvée d'avant-hier est donc devenue réalité depuis le retour des Bourbons.

En réalité, cette description vibrante de l'unité dans la diversité désigne un idéal régulateur bien plus qu'elle ne reflète une situation de fait. Si les cas de collaboration effective ne sont pas rares<sup>4</sup>, si les relations amicales d'une académie à l'autre sont bien sûr

---

<sup>1</sup> *Institut royal de France. Discours prononcé dans la séance publique annuelle de l'Institut, le 24 avril 1821, par M. Walckenaer, Président*, [Paris], Firmin Didot, [1821], p. 2.

<sup>2</sup> *Ibid.* Walckenaer s'appuie sur la « Préface de l'*Histoire de l'Académie des sciences depuis 1666 jusqu'en 1699* ». Voir Fontenelle, *Œuvres complètes*, Paris, Fayard, « Corpus des œuvres de philosophie en langue française », t. VII, 1996, p. 341-342.

<sup>3</sup> *Ibid.*, je souligne.

<sup>4</sup> Voir le cas de Pierre Daru, légèrement plus tardif, étudié par Hugues Marchal, « Changement d'orbite : l'astronomie de Daru et la collaboration de la poésie et des sciences », *Orages. Littérature et culture 1760-1830*, n° 13, 2014, p. 57-71.

monnaie courante, la cohésion intellectuelle de l'institution n'en est pas moins fragile en ce début de Restauration. Au cours des années précédentes, les relations entre l'Académie française et l'Académie des sciences avaient en effet traversé plusieurs crises dont le souvenir ne s'était pas dissipé. Pour être plus précis, ces relations avaient déclenché, le plus souvent hors de l'Institut, de virulentes polémiques sur la hiérarchie symbolique des lettres et des sciences. À la charnière de l'Empire et de la Restauration, le statut de ces « compagnies différentes qui ont chacune leur destination spéciale » soulève de fait des réactions passionnées. L'actualité n'y est pas pour rien. Avec la chute de Napoléon s'annonce une période de restructuration générale des institutions étatiques. L'Institut est du nombre. La conjoncture s'avère donc propice aux débats publics sur la meilleure réorganisation possible du monde académique. Les journaux bruissent de propositions, maints publicistes exposent un nouveau mode d'agencement des compagnies savantes. Si la question des refontes académiques, en apparence technique et austère, occupe ainsi le forum, c'est qu'elle offre une surface de projection aux passions doctrinales. Elle se trouve investie, non sans dramatisation excessive, d'une signification très lourde, certains allant jusqu'à induire des arbitrages académiques l'esprit général de l'ère nouvelle. Cette dramatisation n'est certes pas une nouveauté. Sans même remonter à la conquête de l'Académie française par les philosophes dans les années 1770, l'équilibre des puissances au sein du monde savant était un sujet explosif au moins depuis la fondation de l'Institut sous le Directoire. Comment *se séparer sans se désunir*? Comment *se mêler sans se confondre*? Quand il tient ce discours, Walckenaer fait écho, sur un mode conjuratoire, à l'épineuse renégociation des rapports entre lettres et sciences qui défrayait la chronique depuis 1795. Rappelons que dans l'effervescence d'un contexte directorial marqué par de nombreuses créations institutionnelles, les Académies, supprimées en 1793, n'avaient revu le jour qu'à la faveur d'une révision drastique de leur organisation. En 1795 la configuration inaugurale de l'Institut distribuait en trois Classes les représentants de tous les savoirs. Mais le choix de réserver aux sciences physiques et mathématiques la *première* Classe subvertissait l'ordre traditionnel. On voulut y voir, en même temps qu'un honneur disproportionné fait à la mesure et au calcul, un désaveu injuste des hommes de lettres. Bruyamment remis en cause, le déclassement des écrivains désormais cantonnés, en faible nombre et peu visibles, dans deux sections de la troisième et dernière Classe, fut interprété comme une provocation<sup>1</sup>. Même la refonte de 1803, qui crée une nouvelle « Classe de la langue et de la littérature françaises », ne suffira pas à apaiser les crispations autour d'une institution soupçonnée de promouvoir une conception du monde matérialiste.

Ainsi remis en perspective, le rétablissement formel de l'Académie française en 1816 a toutes les apparences d'un tournant. L'Ordonnance royale du 21 mars 1816 considère en effet les académies « selon l'ordre de leur fondation »<sup>2</sup> : en même temps que son nom d'origine, l'Académie française retrouve le premier rang qui fut jadis le sien. Relue sous l'angle de son actualité académique, l'année 1816 offre pourtant une physionomie plus animée qu'on ne pourrait s'y attendre. On reviendra ici sur un épisode révélateur d'accrochages persistants à la frontière, incertaine et d'autant plus disputée, des territoires littéraire et scientifique. Dans un contexte déjà marqué par l'élection controversée de l'astronome Pierre-Simon Laplace à l'Académie française, l'Institut tient sa séance publique

---

<sup>1</sup> Sur le contexte d'origine, voir Stéphane Zékian, « “Un petit peuple isolé, sans alliés et sans ami”. Les écrivains et l'Institut au XIX<sup>e</sup> siècle », dans Anne Baillet et Aysel Yuva (éd.), *Figures de l'intellectuel en révolutions. 1789-1848*, actes du colloque franco-allemand des 4-5 novembre 2011 (ENS Ulm), Villeneuve d'Ascq, Presses du Septentrion, 2014, p. 85-100.

<sup>2</sup> Article premier de l'« Ordonnance du Roi concernant la nouvelle organisation de l'Institut » (21 mars 1816), cité d'après Léon Aucoc, *Lois, statuts et règlements concernant les anciennes académies et l'Institut [...]*, Paris, Imprimerie nationale, 1889, p. 109.

annuelle le 24 avril, date anniversaire du premier retour des Bourbons. Cet événement mondain est à l'origine d'un soufflé polémique riche d'enseignements, en ce qu'il éclaire, au-delà des effets d'amplification médiatique, les ambivalences de la restauration académique et du retour présumé à un ordre des discours plus favorable aux lettres.

### Une élection contestée

En 1803, un nouvel article du règlement autorisait les membres de l'Institut à faire partie d'au moins deux Classes en même temps. Tel était, selon les termes du rapport officiel, « le moyen d'ouvrir aux hommes distingués plusieurs routes à la gloire et à l'aisance »<sup>1</sup>. D'ailleurs, l'Ancien régime n'avait-il pas vu des savants siéger à l'Académie française ? En invoquant ces précédents, le chimiste Chaptal, alors ministre de l'Intérieur, traçait avec netteté la route à suivre : « Un savant devra donc aspirer à bien écrire, un grand écrivain à être savant, etc. »<sup>2</sup>. De fait l'article 3 de l'Arrêté du 23 janvier 1803 précisait que la Classe de la langue et de la littérature françaises pourrait « élire jusqu'à douze de ses membres parmi ceux des autres classes de l'Institut »<sup>3</sup>. Sur ce point, la réorganisation de 1816 ne fait que confirmer la direction prise treize ans plus tôt. Elle prévoit que « les membres de chaque Académie pourront être élus aux trois autres Académies »<sup>4</sup>. Admise en théorie, la libre circulation des compétences va pourtant soulever en pratique des problèmes d'empiètement révélateurs de tensions durables que ne sauraient aplanir les proclamations officielles de concorde et de cohésion.

Nommé dès 1795 à l'Académie des sciences (alors Classe des Sciences physiques et mathématiques), l'astronome Laplace se voit élu à l'Académie française le 11 avril 1816<sup>5</sup>. Il se dit alors « flatté, n'ayant fait aucune démarche pour cela »<sup>6</sup>. Dans les jours qui suivent, la presse parisienne rapporte sobrement l'information<sup>7</sup>. Les journaux ne font cependant pas tous preuve de la même retenue qu'un organe semi-officiel comme le *Moniteur universel*. Le fait est que « l'élection de Laplace à l'Académie française ne plut pas à tous »<sup>8</sup>. De manière logique, les réticences sont d'abord politiques. Rappelons que Laplace s'installait au fauteuil d'un des académiciens évincés par ordonnance royale. Rendue possible à la faveur de ce qu'il faut bien appeler une purge, sa consécration paraissait entachée d'une souillure originelle<sup>9</sup>.

À cette première ombre venait s'ajouter un soupçon d'une tout autre nature. D'aucuns contestent en effet au savant le moindre titre pour justifier son élection au rang d'immortel. En clair, c'est bien un procès en illégitimité que n'hésitent pas à instruire certains observateurs. En termes actuels, on parlerait d'un déni de littéarité. Laplace, pouvait-on lire dès le Directoire, « a eu le secret de se faire une réputation dans un genre si peu à la portée du

---

<sup>1</sup> Jean-Antoine Chaptal, « Rapport présenté aux Consuls de la République par le Ministre de l'Intérieur » (17 nivôse an 11 / 7 janvier 1803), *ibid.*, p. 71.

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> « Arrêté du gouvernement contenant une nouvelle organisation de l'Institut » (3 pluviôse an 11 / 23 janvier 1803), *ibid.* p. 74. La même mesure s'applique, dans des proportions variables, aux trois autres Classes.

<sup>4</sup> Article 9 de l'« Ordonnance du Roi concernant la nouvelle organisation de l'Institut » (21 mars 1816), *ibid.*, p. 111.

<sup>5</sup> Voir les pièces d'archives reproduites dans *Correspondance de Pierre-Simon Laplace (1749-1827)*, éd. Roger Hahn, Turnhout, Brepols, 2013, t. 2, p. 1089-1090. L'élection est immédiatement ratifiée par le roi (*Moniteur universel*, n° 112, 21 avril 1816, p. 461).

<sup>6</sup> Lettre à Sir Charles Blagden du 14 avril 1816, *Correspondance de Pierre-Simon Laplace, op. cit.*, p. 1092.

<sup>7</sup> *Journal des débats*, 12 avril 1816, p. 3 ; *Moniteur universel*, 13 avril 1816, n° 104, p. 430.

<sup>8</sup> Jean Dhombres, Suzanne Débarbat et Serge Sochon (dir.), *Pierre-Simon Laplace (1749-1827). Le parcours d'un savant*, Paris, Hermann / Observatoire de Paris, 2012, p. 222.

<sup>9</sup> Voir les précisions apportées par Roger Hahn, *Le Système du monde, Pierre-Simon Laplace. Un itinéraire dans la science*, trad. Patrick Hersant, Paris, Gallimard, 2004, p. 192.

commun des lecteurs, que parmi les membres mêmes de l'Institut national, il en est peu qui aient lu son *Nouveau système du Monde* [sic]. Il est de ces écrivains qu'on admire sur parole faute de les entendre, ou pour s'éviter l'ennui de les lire »<sup>1</sup>. Près de vingt ans plus tard le ton a changé mais la défiance est toujours à l'ordre du jour. L'ambition gouvernementale de faire renouer le monde académique avec les traditions d'ancien régime rencontre de nouveaux obstacles. Jadis Buffon, Vicq-d'Azir, d'Alembert ou Condorcet avaient pu cumuler les honneurs en étant reçus dans deux académies. L'astronome et homme de lettres Jean-Sylvain Bailly fut même membre de trois académies. Au XIX<sup>e</sup> siècle, le processus de compartimentation des activités intellectuelles relègue dans un passé lointain ces divers précédents. La crainte diffuse de voir les lettres réduites à ce que Jean Starobinski appelle « une condition subordonnée<sup>2</sup> » se traduit, au plan institutionnel, par la défense jalouse de certaines prérogatives. C'est au nom de la nécessaire souveraineté de l'Académie française que s'élèvent alors les protestations les plus véhémentes.

Dans un article rageur, le publiciste Antoine Jay tient que Laplace, grand homme en son domaine, perd tout droit à la reconnaissance quand il prétend en passer les frontières. Il pénètre alors un territoire souverain où prévaut une tout autre économie de la grandeur :

M. de La Place régnait paisiblement dans l'Académie des sciences, où il voyait prospérer, à l'ombre de ses ailes protectrices, une foule de jeunes savants dignes peut-être de devenir un jour ses rivaux. Tant qu'il est resté dans ce sanctuaire impénétrable, il a été inaccessible à la critique. *On voyait en lui un savant et non un écrivain*. Mais lorsque, passant de l'Académie des sciences à l'Académie française, *il est entré dans la république des lettres*, il a dû accepter les inconvénients comme les avantages de cette émigration. Dans cette république, toujours un peu agitée, les citoyens sont égaux de droit. Ils ne jugent d'un écrivain ni sur ses honneurs académiques, ni sur ses autres dignités, mais sur le mérite de ses productions et sur l'étendue de son talent. Aucun privilège ne met un homme de lettres à l'abri de la critique ; et c'est seulement comme homme de lettres, comme écrivain, que j'ai considéré M. de La Place. Son livre de *l'Exposition du système du monde* n'est même venu à ma pensée que pour appuyer une opinion que je crois bien fondée ; c'est que les productions les plus dignes d'éloges, sous le rapport de la science, n'obtiennent jamais un grand succès s'ils [sic] manquent de style. C'est en poursuivant l'idée de la prééminence de la littérature sur le calcul, que j'ai rencontré l'ouvrage dont j'ai respecté le fonds et critiqué la forme.<sup>3</sup>

L'attaque de Jay est intéressante en ce qu'elle surjoue la territorialisation des compétences. Poussée jusqu'à son point de rupture, la différenciation des statuts (« un savant et non un écrivain ») repose sur une conception minimale de la *république des lettres*. Jay en défend une acception contraignante, pour ne pas dire étriquée.

Cette attitude de repli doit d'abord être replacée dans la perspective des débats qui, dès la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, avaient sanctionné la séparation des discours et l'émergence d'une hypothétique « république des sciences »<sup>4</sup>. À plus court terme, l'attaque de Jay s'inscrit aussi dans le cadre des discussions consécutives à la publication de *l'Exposition du système du monde* (1796). Au-delà des cercles spécialisés, la dignité formelle de l'ouvrage constituait depuis vingt ans un sujet très disputé. Quand il réfute le bienfondé de l'« émigration » du savant dans l'Académie française, Jay vise avant tout le crédit stylistique

<sup>1</sup> [Jérôme Fleuriot], *Paris littéraire. Première partie*, Hambourg et Paris, Meslant, an VII-1798, p. 42.

<sup>2</sup> Jean Starobinski, « Le partage des savoirs », dans Michel Porret et François Rosset (dir.), *Le Jardin de l'esprit. Textes offerts à Bronislaw Baczko*, Genève, Droz, 1995, p. 210.

<sup>3</sup> Antoine Jay, « *Œuvres complètes de Buffon* » (2<sup>e</sup> article), *Mercur de France*, 29 novembre 1817, t. 4, p. 391-392. Le raisonnement n'est pas sans rappeler les éclats du dernier Mercier vilipendant « [...] les géomètres [qui] se sont permis des incursions sur nos domaines [...] » (Louis-Sébastien Mercier, « Sur Copernic-Newton, n° 4 », *Le Bien informé*, 13 germinal an 8 / 3 avril 1800, p. 4).

<sup>4</sup> Jean-Pierre Schandeler, « République des sciences ou fractures de la République des lettres ? », *Dix-huitième siècle*, n° 40, 2008, p. 315-332.

dont jouit alors l'astronome. Ce faisant, il s'inscrit en faux contre ce qui n'est pas loin de devenir une idée communément admise. Nombre de commentateurs reconnaissent en effet à Laplace une maîtrise supérieure de la langue française. Si l'éloge ne sert parfois qu'à rabaisser tel écrivain siégeant comme lui à l'Institut (la presse traite souvent l'actualité académique sur le mode du persiflage<sup>1</sup>), il ne revêt pas toujours ce caractère instrumental. Le plus souvent, les commentaires attisent les débats sur l'existence même d'un style savant<sup>2</sup>. Sous l'Empire, l'astronome Jean-Baptiste Biot avait ainsi salué la troisième édition de l'*Exposition du système du Monde* en revenant avec insistance sur la supériorité stylistique de l'ouvrage :

Quoique cet ouvrage ait depuis longtemps la réputation d'être écrit d'une manière supérieure, on ne peut s'empêcher d'insister encore sur ce sujet. Il offre réellement un des plus beaux modèles de la manière d'écrire qui convient aux sciences. L'auteur, toujours exact et correct, noble et concis dans l'exposition des phénomènes, s'élève, et devient éloquent, lorsqu'il développe leurs conséquences : car il faut le dire ici, la véritable éloquence n'est pas exclusivement réservée à la peinture ou au développement des passions ; il existe aussi une éloquence réservée à l'exposition des grandes lois, des lois éternelles de la nature. Mais cette éloquence exige pour être sentie une âme passionnée pour la recherche de ces sublimes vérités, et un esprit assez éclairé pour les saisir et les comprendre dans toute leur étendue.<sup>3</sup>

À cette date, pareil éloge répond aux attentes formulées par Chaptal en 1803 : les talents éminents transcendent les carrières spécialisées et les dons du génie ne sont, en quelque matière que ce soit, le monopole d'aucune confrérie. Ainsi de l'éloquence, dont on ne saurait faire une chasse gardée des hommes de lettres. Comme le montrent cependant la crispation de Jay et sa volonté de soumettre autoritairement les écrits de Laplace aux critères d'une république des lettres jalousement circonscrite, l'idée d'une double légitimité (partant, d'une libre circulation entre les catégories de la consécration) rencontre une résistance tenace. On s'en fera une idée précise en revenant sur l'année 1816, et spécialement sur la fameuse passe d'armes du 24 avril. Ou plutôt sur ce qui allait rétroactivement devenir une passe d'armes. Car les discours tenus ce jour-là, s'ils ne pointent certes pas la même direction, ne semblent pas devoir forcément alimenter le feu de la discorde. À cet égard, il peut être instructif d'analyser comment un échange académique somme toute feutré débouche, au fil d'une série de ricochets médiatiques, sur une opposition nettement plus tranchée.

### Des barbares à l'Institut

Au premier regard, la séance publique du 24 avril relève de la chronique mondaine. « On avait tant parlé, on attendait tant de choses de cette séance, racontera par exemple Lady Morgan, qu'on fit autant de démarches, qu'on mit autant d'empressement pour se procurer des billets d'admission, que j'en vis ensuite quand il s'agit d'assister aux fêtes de la cour, ou d'aller voir le trousseau de la duchesse de Berri »<sup>4</sup>. Il est vrai que la foule des grands noms prenant part à cette solennité est impressionnante. On vient écouter les orateurs

---

<sup>1</sup> *Chronique de Paris*, n° 78, t. 6, p. 153 : « Quelqu'un, dans la dernière séance de l'Académie, désirait contempler les deux académiciens nouvellement reçus : il les cherchait des yeux, et disait à son voisin : *D'Auger, l'académicien, / Laissez-moi contempler la face. / – Eh parbleu, vous le voyez bien, / Il est au-dessous de LAPLACE* ». Suit cette ironique précision : « Mon imprimeur s'est trompé ; il a voulu mettre la place ».

<sup>2</sup> Sur cette question, voir les réflexions d'Anne-Gaëlle Weber, « Beauté des astres, beautés du style. Les débats sur l'existence d'un style savant au début du XIX<sup>e</sup> siècle », *Orages. Littérature et culture 1760-1830*, n° 13, 2014, p. 89-104 (p. 96-97 sur Jay).

<sup>3</sup> Jean-Baptiste Biot, « Sciences », *Gazette nationale ou le Moniteur universel*, n° 104, 13 avril 1808, p. 412.

<sup>4</sup> [Sidney Morgan], *La France ; par Lady Morgan, ci-devant Miss Owenson*, Paris et Londres, Treuttel et Würtz, 1817, t. 2, p. 214.

mais aussi scruter un auditoire où se côtoient Chateaubriand, Laplace, Berthollet, Lemercier, Talleyrand, Denon ou encore Alexander von Humboldt. La relative austérité des discours offre un fort contraste avec la galante bigarrure d'un parterre où « des perruques et des guirlandes de fleurs, des lunettes et des lorgnettes d'Opéra, des fronts ridés et des lèvres souriant avec coquetterie, semblaient étroitement liés pour la cause de la littérature, de la science, et de l'Institut »<sup>1</sup>. Au cours de cette mémorable journée vont se succéder à la tribune le comte de Vaublanc alors ministre de l'Intérieur, le duc de Richelieu (président de l'Académie française et descendant de son fondateur), le comte de Choiseul-Gouffier intervenant au nom des Inscriptions et Belles Lettres, enfin Quatremère de Quincy représentant les Beaux-arts. Mais ce sont les discours de Louis de Fontanes et de Georges Cuvier, prononcés respectivement au nom de l'Académie française et de l'Académie des sciences, qui vont cristalliser l'attention.

Celui de Fontanes se résume à une vibrante célébration des lettres<sup>2</sup>. Le mentor de Chateaubriand revient d'abord sur l'histoire de l'institution académique et ménage, non sans complaisance, un parallèle entre l'époque de sa fondation et celle de sa régénération grâce au retour des Bourbons. Mais le noyau dur de l'intervention expose à l'auditoire les mérites comparés des lettres et des sciences. Insensiblement, les développements sur la pureté de la langue, ses liens avec la politesse des mœurs et « les sentiments du peuple qui la parle et qui l'écrit », amènent Fontanes au point névralgique de son propos. L'importance capitale conférée à l'étude de la langue joue ici un rôle préparatoire. Elle amorce et justifie un jugement tranché sur la valeur inégale des activités de l'esprit :

Les sciences physiques et mathématiques ont sans doute la plus haute importance. La société s'enrichit tous les jours de leurs travaux. C'est à leur application que l'industrie, le commerce et les arts mécaniques sont redevables de tant de machines ingénieuses ; mais *ces arts*, comme le dit énergiquement Bacon, *sont enracinés dans les besoins de l'homme*, et se développent successivement par les efforts de l'intérêt et de la cupidité. L'accroissement des richesses et des commodités de la vie est un grand bienfait, on ne peut le nier ; cependant notre cœur a de plus nobles instincts qu'il faut aussi satisfaire. Les lettres, envisagées dans leurs rapports généraux, ont une influence plus directe sur la partie morale et sensible de l'homme. Je ne crains donc point de le dire, et je m'appuie en ce moment sur l'autorité de ces grands hommes, qui portèrent une haute philosophie dans la culture des sciences, je ne crains point de le dire : un peuple qui ne serait que savant pourrait demeurer barbare, un peuple de lettrés est nécessairement sociable et poli.<sup>3</sup>

La thèse a beau s'énoncer au conditionnel, le mot est lâché. L'imputation de barbarie, même amortie par le registre du potentiel, résonne avec les événements révolutionnaires des décennies précédentes. Dans la mesure où ces lignes prolongent une pique lancée contre les « esprits superficiels » et autres « graves philosophes qui ne le sont pas

---

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 216.

<sup>2</sup> Sur le parcours de cet intime de Chateaubriand, voir les monographies de Norbert Alcer, *Louis de Fontanes (1757-1821). Homme de lettres et administrateur* (Francfort s/ Main, Peter Lang, 1994) et Norbert Savariau, *Louis de Fontanes : Belles-lettres et enseignement de la fin de l'Ancien Régime à l'Empire* (Oxford, Voltaire Foundation, 2002). Voir également Marc Fumaroli, *Chateaubriand. Poésie et terreur*, Paris, Éditions de Fallois, 2002, p. 137 et suiv.

<sup>3</sup> *Recueil des discours prononcés dans la séance publique annuelle de l'Institut royal de France, le mercredi 24 avril 1816*, Paris, Firmin Didot, 1816, p. 13. Le texte fut reproduit notamment dans le *Magasin encyclopédique, ou Journal des sciences, des lettres et des arts*, 1816, t. 2, p. 291-305 et le *Moniteur universel*, 22 mai 1816, n° 143, p. 589-590. Il figurera en outre dans la *Collection complète des discours de M. de Fontanes* (Paris, Domère, 1821, p. 159-172), dans les *Poèmes et discours de Fontanes* (Paris et Lyon, Delamotte, Giberton et Brun, 1837, p. 131-142) et dans les *Œuvres de Fontanes recueillies pour la première fois et complétées d'après les manuscrits originaux, précédées d'une lettre de M. de Chateaubriand ; avec une notice biographique par M. Roger, ... et une autre par M. Sainte-Beuve*, Paris, L. Hachette, 1839, t. 2, p. 392-403.

assez », il est en effet difficile de ne pas entendre ici l'écho d'un célèbre pamphlet de La Harpe où le souci de la langue, déjà, se rattachait à l'angoisse éprouvée face aux progrès d'une supposée barbarie moderne<sup>1</sup>. En 1802, on lisait encore dans le *Journal des débats* que « les mathématiques ont fleuri dans les âges les plus barbares »<sup>2</sup>, manière de signifier, sinon un rapport de cause à effet, du moins une compatibilité compromettante dont les lettres, elles, seraient heureusement exemptes. Autant dire que Fontanes mobilise une imagerie familière aux auditeurs et dont la portée dépasse manifestement la question des rapports de force au sein de la sociabilité académique.

Fiction théorique, l'hypothèse d'un peuple « qui ne serait que savant » procède d'une logique essentiellement polémique. Sans plus d'épaisseur qu'une vue de l'esprit, elle ne saurait connaître aucune actualisation historique. Elle est un fantasme négatif dont la fonction est d'amener, par le jeu d'un contraste forcé lui aussi jusqu'aux limites de la fiction, la thèse de la supériorité morale des lettres. Car tel est bien l'horizon de ce discours tout entier porté par le sentiment d'une hiérarchie naturelle classant les activités de l'esprit par ordre de mérite. Assumée sans faux-semblants ni longs détours, cette conviction tient dans un jugement de valeur aux termes duquel les lettres apparaissent littéralement primordiales : elle viennent en premier dans toute bonne éducation. De ce point de vue, on n'est pas surpris de voir Fontanes invoquer l'exemple de l'ancien régime, à ses yeux modèle de bon sens calqué sur l'ordre *naturel* des choses. Dans les anciennes écoles, rappelle-t-il, « les sciences avaient leur tour ; mais les connaissances littéraires étaient la base de toutes les autres »<sup>3</sup>. Depuis la Révolution, l'ancien régime pédagogique était sans cesse brandi comme antidote aux expérimentations de l'ère nouvelle. Le bref épisode des Écoles centrales, en particulier, avait nourri de vives controverses relatives à l'organisation du plan d'études. En cause, déjà, l'interversion des priorités et la promotion des sciences dans la hiérarchie des matières enseignées. Quand le Consulat mit un terme à l'expérience des Écoles centrales, cet argument figurait d'ailleurs en bonne place dans l'exposé des motifs présenté par l'orateur du gouvernement Pierre-Louis Rœderer. Dans son discours du 24 floréal an 10 (14 mai 1802), ce dernier soulignait la nécessité d'abroger un système aberrant en théorie et dangereux en pratique :

Le système d'instruction publique qui nous a donné, en l'an IV, les écoles centrales, a fait tout le contraire de ce qu'indiquait la nature des choses. Dans ce système, peu ou point d'enseignement littéraire, partout des sciences. Tandis que, d'un côté, les écoles centrales accordaient à peine un cours à l'étude des langues anciennes, première base de toute éducation libérale ; de l'autre, elles semblaient avoir entrepris de peupler la France d'Encyclopédies vivantes.<sup>4</sup>

<sup>1</sup> Jean-François La Harpe, *Du fanatisme dans la langue révolutionnaire, ou De la persécution suscitée par les barbares du dix-huitième siècle, contre la religion chrétienne et ses ministres*, Paris, Migneret, an V-1797. Sur le réseau sémantique du motif *barbare*, voir les travaux de Pierre Michel, « Barbarie, Civilisation, Vandalisme », *Handbuch politisch-sozialer Grundbegriffe in Frankreich*, t. 8, Munich, Oldenbourg, 1988, p. 7-49 ; et, plus généralement, *Un mythe romantique. Les Barbares, 1789-1848*, Lyon, PUL, 1981.

<sup>2</sup> Jean-Joseph-François Dussault, « Observations paradoxales à l'occasion d'un éloge des sciences abstraites » (11 juin 1802), cité d'après *Annales littéraires, ou Choix chronologique des principaux articles de littérature insérés par M. Dussault dans le Journal des débats, depuis 1800 jusqu'à 1817 inclusivement*, Paris, Maradan, t. 1, 1818, p. 375. Article repris dès 1805, sous le titre « Que les sciences exactes ne sauraient constituer le fond d'une solide instruction », dans *Le Spectateur français au XIX<sup>e</sup> siècle, ou Variétés morales, politiques et littéraires recueillies des meilleurs écrits périodiques* (s.l., 1805-1812), Genève, Slatkine reprints, 1969, t. 2, p. 349.

<sup>3</sup> *Recueil des discours...*, *op. cit.*, p. 13.

<sup>4</sup> *Discours prononcé au Corps Législatif par Rœderer, orateur du gouvernement, sur le projet de loi relatif à l'instruction publique*, dans *Recueil de lois et réglemens concernant l'Instruction publique, depuis l'Édit de Henri IV, en 1598, jusqu'à ce jour ; [...] Première série*, t. 2, Paris, Brunot-Labbe, 1814, p. 256.

L'argument d'autorité soulevé par Fontanes en 1816 vient donc de loin. Au rythme où s'enchaînent alors les événements, entre les chutes à répétition de l'Empire et les débuts bégayants de la Restauration, l'expérience des Écoles centrales, traduction en acte de la philosophie directoriale, aurait pu apparaître comme le lointain souvenir d'un temps révolu. Tel n'est cependant pas le cas. En insistant comme il le fait sur « le bon sens de nos pères » qui, eux, plaçaient les humanités classiques au rang qui leur revient, Fontanes entretient un sentiment de peur encore vif.

La dramaturgie conflictuelle connaît toutefois des limites. Fontanes, bien qu'il évoque, pour mieux l'exorciser, le spectre toujours menaçant d'une inversion des valeurs, se garde de défier frontalement les hommes de sciences. La consécration des lettres, il faut y insister, n'a pas lieu *contre* les savants réunis dans l'enceinte de l'Institut. Au lieu d'accréditer l'hypothèse d'une tension structurelle entre l'Académie française et l'Académie des sciences (comme cela s'était beaucoup pratiqué dans les premiers temps de l'Institut), Fontanes ne néglige rien pour mettre ses confrères savants de son côté. Il mobilise pour cela deux arguments. Théorique, le premier consiste à rabattre « la science des choses » sur « la science des mots » : il n'y aurait aucun sens, assure-t-il, à opposer les lettres et les sciences, puisque la maîtrise de la langue, le soin extrême apporté à l'expression, la recherche scrupuleuse du mot juste font partie des devoirs féconds auxquels s'astreignent les meilleurs des hommes de sciences. Et loin de n'offrir qu'un ornement au corps d'une pensée en lui-même suffisant ; loin de n'être qu'un habillage gracieux mais dispensable, *l'écriture* de la science contribue à l'élévation de l'esprit. Bénéfique au lecteur, l'étude approfondie des mots ne l'est pas moins pour le savant dont l'exigence formelle bonifie et renforce les capacités. C'est dire qu'elle ne se réduit pas à un jeu superficiel pour beaux esprits, mais participe, au contraire, de l'affermissement de la pensée elle-même. Sans risquer d'être démenti, Fontanes prend habilement à témoin « ces hommes qui sont l'honneur des sciences, et qui, dans un langage digne d'elles, nous racontent les révolutions de la terre ou du ciel [...] ; ils vous diront qu'en perfectionnant le goût, on perfectionne aussi l'intelligence : oui, le choix d'un seul mot qui doit donner plus de force ou de grâce au discours occupe souvent l'esprit tout entier ; et l'esprit en augmente de souplesse et d'énergie »<sup>1</sup>. Aux antipodes d'un raffinement superficiel, la culture des lettres représenterait donc l'indispensable substrat de toute activité intellectuelle digne de ce nom.

Le second argument, d'ordre historique, rappelle que les grands noms de la science à l'âge moderne témoignent tous en faveur de l'éducation classique. Galilée, Bacon ou Leibniz avaient reçu la même formation que Bossuet ou Corneille, tous avaient en partage ces « connaissances littéraires » dont dépend absolument la solidité des esprits. Surtout, les hommes de sciences sont d'autant moins fondés à déprécier la valeur morale et philosophique des lettres qu'ils leur doivent une grande part de leur rayonnement posthume : « Ces savants illustres pensaient comme ceux qui m'environnent. Ils aimaient et cultivaient les lettres ; et, si plusieurs d'entre eux furent surpassés par le progrès naturel des sciences de calcul et d'observation, quelques-uns laissèrent après eux des écrits dont l'éloquence durable ne sera point effacée »<sup>2</sup>. Autant dire que la vraie gloire est littéraire, ce que Chateaubriand lui-même écrivait à sa manière quinze ans auparavant<sup>3</sup>.

Revendicatif, le discours de Fontanes n'en est pas moins feutré. Celui de Cuvier, prononcé peu après cet éloge des lettres, va produire un effet de télescopage dont il est difficile de dire s'il était ou non prémédité. Le fait est que les amples réflexions du savant sur « la marche actuelle des sciences, et sur leur rapport avec la société » prend le contrepied des

---

<sup>1</sup> *Recueil des discours...*, *op. cit.*, p. 12.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 13.

<sup>3</sup> François-René de Chateaubriand, *Essai sur les révolutions. Génie du christianisme*, éd. Maurice Regard, Paris, Gallimard, 1978, p. 811-812.

affirmations égrenées quelques minutes plus tôt par Fontanes. Il est peu vraisemblable qu'il faille chercher malice dans le discours de Cuvier. Bien dans son rôle, parlant avec aplomb au nom de l'Académie des sciences dans son ensemble, le savant propose un bilan d'étape et brosse à grands traits les perspectives ouvertes par le progrès constant des sciences et leurs applications à la vie matérielle des sociétés. Certes, quelques remarques parsemées ci ou là peuvent, avec un peu de susceptibilité, s'entendre comme une réplique. Les progrès de la botanique ont diffusé le café et cette graine, déclare par exemple Cuvier, « a été plus efficace que toute l'éloquence des moralistes pour détruire l'abus du vin dans les classes supérieures de la société »<sup>1</sup>. Mais outre que le terme de moraliste ne reçoit pas ici l'acception étroitement littéraire qu'il a reçue depuis lors, cette notation ponctuelle paraît bien anodine dans l'économie générale du discours. Et ce d'autant plus que la question littéraire n'est manifestement pas la première préoccupation du savant. Quand il évoque, d'ailleurs allusivement, la création littéraire et artistique, c'est surtout pour accuser le contraste entre les régimes temporels respectifs des lettres et des sciences :

Pendant que la nature intime du cœur humain, le ramenant éternellement dans le cercle étroit des mêmes sentiments et des mêmes passions, donne à l'art de conduire les hommes comme à celui de les charmer, des bornes qu'ils ne peuvent franchir, la science voit chaque jour de plus loin et de plus haut ; le champ de cette nature extérieure qui est son empire, s'agrandit pour elle à mesure qu'elle le domine davantage, et dans toute cette immensité il lui est impossible d'apercevoir de limites à ses succès et à ses espérances<sup>2</sup>.

En soi banale, cette distinction fonde, le plus souvent sans accents polémiques, la plupart des comparaisons établies à l'époque entre les lettres et les sciences. À elle seule, elle ne constitue pas une raison suffisante pour déclencher une polémique.

### **Un soufflé polémique**

Les réactions au discours de Cuvier ne manquent pas. Grâce au témoignage par ailleurs sans complaisance de Lady Morgan, on sait qu'il fit sensation dans les rangs de l'assistance mondaine. Contrairement aux autres orateurs, Cuvier passe pour avoir mis « dans son débit un degré de chaleur peu commune », ce qui explique son succès : « Les dames, partie de l'auditoire dont l'approbation se faisait le mieux entendre, applaudissaient presque à chaque mot »<sup>3</sup>. Événement mondain, cette séance académique est relayée dans la presse à grande diffusion. Le *Journal des débats* est l'un des premiers à revenir en longueur sur « l'intéressant spectacle de cette union naturelle et fraternelle des lettres, des sciences et des

---

<sup>1</sup> *Recueil des discours...*, *op. cit.*, p. 27-42, ici p. 30. Ce discours fut abondamment diffusé. Voir par exemple le *Moniteur universel* du 14 mai 1816, n° 135, p. 559-560 ou encore le *Magasin encyclopédique, ou Journal des sciences, des lettres et des arts*, 1816, t. 2, p. 313-338.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 33. Dans un passage ajouté à l'occasion d'une réédition de l'*Exposition du système du monde*, Laplace avait lui-même soutenu une conception assez analogue de la création littéraire : « Il n'en est pas des sciences, comme de la littérature : celle-ci a des limites qu'un homme de génie peut atteindre, lorsqu'il emploie une langue perfectionnée : on le lit avec le même intérêt dans tous les âges ; et le temps ne fait qu'ajouter à sa réputation, par les vains efforts de ceux qui cherchent à l'imiter. Les sciences, au contraire, sans bornes, comme la nature, s'accroissent à l'infini par les travaux des générations successives : le plus parfait ouvrage, en les élevant à une hauteur d'où elles ne peuvent désormais descendre, donne naissance à des découvertes qui les accroîtront encore, et prépare ainsi des ouvrages qui doivent l'effacer » (Pierre-Simon Laplace, *Exposition du système du monde*, 3<sup>e</sup> éd. revue et augmentée, Paris, Courcier, 1808, p. 380).

<sup>3</sup> [Sidney Morgan], *La France ; par Lady Morgan, ci-devant Miss Owenson*, Paris et Londres, Treuttel et Würtz, 1817, t. 2, p. 224.

arts »<sup>1</sup>. Intéressant, le spectacle l'est d'autant plus qu'il ne fut pas sans fausse note. Féletz passe pourtant sous silence la saillie de Fontanes sur le peuple savant et barbare. Son article résume et salue l'ensemble des discours sans s'appesantir sur la contradiction latente des deux principaux orateurs. Le plus vraisemblable est que Féletz, qui par ailleurs s'exprime souvent sur la prééminence des lettres ou des sciences, préfère cette fois tenir le langage officiel de la cohésion retrouvée grâce au retour providentiel des Bourbons. Même prudence dans le *Mercure de France* qui retrace la séance sans donner la moindre publicité à la dissonance des discours<sup>2</sup>.

On devine que les observateurs ne font pas tous le même choix. Par son discours, remarque l'un d'eux, Cuvier « paraissait en quelque sorte répondre à M. de Fontanes »<sup>3</sup>. Et l'on va parfois jusqu'à prendre nettement position. Ainsi *Le Constitutionnel*, « centre de ralliement des libéraux »<sup>4</sup>, n'hésite-t-il pas à crever l'abcès. S'il revient lui aussi sur « cette séance intéressante »<sup>5</sup>, c'est pour en livrer une tout autre image que certains confrères. Le rédacteur anonyme signale bien les applaudissements ayant ponctué l'intervention de Fontanes, mais il en attaque sans détour le passage le plus polémique. Le ton se fait alors perplexe, voire franchement moqueur :

Ici l'orateur a cru devoir traiter *ex professo* de l'importance des travaux de l'académie sur la langue. Il l'a fait en homme d'esprit, en écrivain habile et exercé, *mais non sans laisser apercevoir un peu le vide des idées*. Il lui est même échappé une hérésie qui n'a pas laissé que de surprendre les successeurs de Lagrange et de Daubanton [*sic*]. M. de Fontanes n'a pas craint d'avancer, presque sans aucune préparation oratoire, qu'un peuple qui ne serait que savant pourrait rester barbare. L'assemblée, composée de personnes polies et habituées à respecter toutes les bienséances, a laissé passer sans la remarquer cette phrase mal sonnante échappée dans la verve de la composition.<sup>6</sup>

Au jugement sans appel (« une hérésie ») s'ajoute la revendication en acte d'un pouvoir propre à la pratique journalistique : le forum de la presse d'opinion permet ici de nommer sans détour ce que les bienséances académiques couvrent d'un voile de silence. Ce qui passe à travers les mailles trop lâches de la politesse académique se trouve rattrapé par l'examen en seconde lecture qu'en livre la presse la moins complaisante. Tout en soignant son éthos de journaliste indépendant, le rédacteur propose une interprétation conflictuelle de la séance, si bien que le scénario d'une profonde cohésion finit par voler en éclats : « Par une singularité piquante, et due toute entière au hasard, le discours de M. Cuvier, consacré à retracer les nombreux bienfaits des sciences, semblait être à tout moment la réfutation du paradoxe échappé au brillant orateur de l'académie française »<sup>7</sup>. En parlant de réfutation, le journaliste suggère que les orateurs tiennent des positions incompatibles. Un pas de plus et l'alternative pourrait bien apparaître exclusive.

En apparence, c'est dans la presse royaliste que la séance du 24 avril provoque le plus de remous. Il faut ici mentionner l'intervention du géographe Conrad Malte-Brun. Rédacteur régulier du *Journal de l'Empire* depuis 1806, fondateur des *Annales des voyages* dès l'année suivante, Malte-Brun occupe une position originale dans le champ intellectuel. Il est de ceux qui, contre une tendance impulsée par l'Empire, tentent de sauvegarder l'idéal

---

<sup>1</sup> *Journal des débats*, 26 avril 1816, article signé A, c'est-à-dire Féletz.

<sup>2</sup> [« J. C....n »], « Installation des quatre nouvelles Académies, formant aujourd'hui l'Institut de France », *Mercure de France*, mai 1816, t. 66, p. 466-468.

<sup>3</sup> *Journal de Rouen*, n° 118, 27 avril 1816, p. 1.

<sup>4</sup> Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral et Fernand Terrou (dir.), *Histoire générale de la presse française*, t. 2, Paris, PUF, 1969, p. 45.

<sup>5</sup> *Le Constitutionnel, journal politique et littéraire*, 26 avril 1816, n° 117, p. 1.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 2, je souligne.

<sup>7</sup> *Ibid.*

encyclopédique en érigeant la géographie en « cadre d'une science générale de l'homme susceptible de réunir des spécialistes de savoirs différents »<sup>1</sup>. Son attachement à l'union des savoirs explique son intérêt pour leur agencement académique et c'est très naturellement qu'il en vient à s'exprimer sur les discours du 24 avril. Comme d'autres, il commence par se féliciter de l'union affichée, au moins en théorie, pendant la séance publique annuelle. Fête politique, puisqu'on y célèbre « l'anniversaire du débarquement du Roi »<sup>2</sup>, celle-ci représente en outre « une fête d'alliance entre les diverses tribus qui constituent la république des lettres ». La confraternité est de mise, mais elle se heurte aux tendances centrifuges qui, sous les dehors d'une harmonieuse unité, continuent à troubler l'ordre académique. Autant dire que la grand-messe dissimule mal les rivalités de chapelles. Le fait est qu'« [...] en s'approchant de l'autel commun pour cimenter un pacte nouveau, les représentants de chacune des quatre Académies semblaient n'avoir pas entièrement renoncé à l'habitude de considérer leur genre d'études particulier comme le plus intéressant de tous [...] »<sup>3</sup>. On ne saurait mieux dire que l'égalité des statuts n'apaise pas le besoin de distinction. Dans l'ensemble, Malte-Brun va plus loin que ses collègues. Selon lui, et quoi que prétende *Le Constitutionnel*, la sortie de Fontanes sur le peuple savant et barbare n'a pas été accueillie par un silence poli. Au contraire, « la partie scientifique de l'assemblée parut saisie d'une agitation unanime »<sup>4</sup>.

Arrivé à ce point, le géographe choisit une voie singulière. Il ne cache pas son adhésion au propos de Fontanes, mais juge nécessaire, au lieu de s'engager dans une surenchère partisane, d'apporter quelques nuances et de « mieux définir » l'idée exprimée dans le passage litigieux. Pour ainsi dire, Malte-Brun fait acte de solidarité critique envers Fontanes. Sa solidarité, d'abord, n'est pas douteuse. Elle l'est d'autant moins qu'il rappelle avoir lui-même tenu des propos similaires sous l'Empire. Il serait donc injuste, explique-t-il non sans sel, de « laisser M. de Fontanes porter seul le fardeau de cette phrase »<sup>5</sup>. Autrement dit, le passage incriminé paraît choquant, mais il ne fait que reprendre une idée déjà fort répandue. Toujours comme Fontanes, Malte-Brun ne choisit pas l'opposition frontale. Au contraire, il met en relief les points de convergence et affiche une certaine volonté d'apaisement :

M. Cuvier, comme orateur des sciences, n'a pas du tout réfuté le principe énoncé par M. de Fontanes, et je ne crois pas, malgré l'opinion en apparence contraire de la plupart des auditeurs, qu'il ait pensé à le réfuter. M. Cuvier est habile homme de lettres en même temps que savant profond ; il ne peut pas méconnaître la supériorité morale des lettres, mais il a voulu démontrer l'immense utilité matérielle des sciences et il a parfaitement réussi.<sup>6</sup>

Le pseudo consensus, on le voit, passe par un coup de force : on ne peut qu'être d'accord avec Cuvier *puisque* celui-ci reconnaît « la supériorité morale des lettres ». À l'unisson du savant au sujet de l'utilité matérielle des sciences, Malte-Brun se montre moins conciliant quand il s'agit d'en mesurer le champ d'application. Car si, d'un côté, le discours de Cuvier sur la marche des sciences « n'offre que des faits incontestables », de l'autre, « ces faits ne prouvent absolument que l'utilité matérielle des sciences ». Or l'homme n'est pas

<sup>1</sup> Jean-Luc Chappey, « Géographie et science de l'homme. Regards sur les enjeux scientifiques et politiques de voisinage et de distinction des savoirs », dans Jean-Marc Besse, Hélène Blais et Isabelle Surun (dir.), *Naissances de la géographie moderne, 1760-1860 : lieux, pratiques et formation des savoirs de l'espace*, Lyon, ENS éd., 2010, p. 211.

<sup>2</sup> Conrad Malte-Brun, « Séance annuelle des Académies royales, du 24 avril », *La Quotidienne*, 27 avril 1816, p. 1. Sur l'orientation très marquée de ce journal, voir Eugène Hatin, *Histoire politique et littéraire de la presse en France* [...], Paris, Poulet-Malassis et de Broise, t. 8, 1861, p. 68 et suiv.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 2.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 3.

<sup>5</sup> *Ibid.*

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 4.

seulement livré à la résistance de la matière. Plus fondamentalement, nous devons sans cesse « dompter les éléments de la nature morale, [...], asservir les forces des passions, [...] nous perfectionner nous-mêmes ». À lui seul, ce grand combat suffit à sceller la dignité supérieure des lettres :

Dans ce grand et perpétuel combat, les lettres sans doute nous servent plus directement que les sciences ; elles nous rappellent à des pensées plus intimement liées à notre existence intellectuelle. Une éducation morale et littéraire garantit donc la durée des bienfaits que la science nous prodigue ; elle empêche que nos superbes cités ne deviennent le repaire d'une nouvelle barbarie, et que nos redoutables armes, entre les mains du crime, ne nous fassent regretter le sort d'une tribu, qui, avec peu de savoir, posséderait de bonnes lois et de bonnes mœurs.<sup>1</sup>

La science procure des moyens mais les lettres délivrent le sens. Au passage, notons que la relation entre lettres, sciences et barbarie, exposée sans nuance par Fontanes, se trouve ici assouplie. Car contrairement à l'académicien, Malte-Brun ne rejette pas *a priori* l'hypothèse d'un peuple à la fois lettré et barbare. Au moins à titre de concession temporaire, il en admet la possibilité théorique :

Quoique les lettres aient sur les sciences l'avantage de s'occuper directement de l'homme moral et non pas de la nature matérielle, elles peuvent, aussi bien que les sciences, devenir les complices de cette espèce de barbarie qui résulte d'une civilisation corrompue ; elles peuvent servir le vice et la tyrannie ; il pourrait y avoir une nation lettrée et barbare, comme nous avons vu une nation savante et barbare.<sup>2</sup>

Même s'il accompagne sa concession de plusieurs restrictions (en estimant par exemple qu'une littérature barbare finirait par s'éteindre d'elle-même), Malte-Brun reste sur ce point en retrait du discours de Fontanes. Il aboutit certes aux mêmes conclusions et partage sans réserve la thèse « de l'utilité des études purement littéraires pour le développement de l'intelligence humaine »<sup>3</sup>. Mais son effort pour tempérer les excès de Fontanes contribue un tant soit peu à préciser les termes du débat.

L'heure n'est cependant pas au refroidissement des passions. On constaterait plutôt un durcissement progressif des positions en présence. Ainsi les discours du 24 avril se voient-ils bientôt réduits à l'expression d'opinions tendanciellement exclusives. Au lieu de tenter une conciliation même minimale, les observateurs tiennent pour acquise leur incompatibilité foncière. Cette évolution se manifeste par exemple sous la plume du très royaliste bénédictin Jean-Pierre Gallais. Même s'il préfère ne pas trancher et va jusqu'à mettre en doute la consistance réelle de cette querelle de prééminence, la présentation qu'il en fait n'en contribue pas moins à ossifier les termes du débat :

On a souvent agité, dans le monde et dans les écoles, la question de savoir à laquelle des sciences physiques, morales et littéraires on doit accorder la prééminence : question oiseuse au fond, dont le but n'est pas clair, dont la discussion peut n'être pas sans intérêt, mais dont la décision paraîtra toujours suspecte, parce qu'elle ne peut être prononcée que par une des parties intéressées [...]. Nous avons entendu l'année dernière (1816) à une séance générale de l'Institut, M. de Fontanes soutenir d'une manière brillante la prééminence des études littéraires sur toutes les autres, et M. Cuvier réclamer avec beaucoup d'esprit le même privilège en faveur des sciences physiques. Je trouvai qu'ils avoient raison tous les deux, *sub diverso respectu*, comme disent les scolastiques.<sup>4</sup>

---

<sup>1</sup> *Ibid.*

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 3.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 2.

<sup>4</sup> Jean-Pierre Gallais, *Mœurs et caractères du dix-neuvième siècle*, Paris, Belin-Le Prieur, 1817, t. 2, p. 255.

Par delà son apparente modération, Gallais ne prend de la hauteur qu'après avoir dramatisé à plaisir le théâtre des opérations.

À relire l'enchaînement des deux discours, l'interprétation symétrique qu'il en donne paraît en effet outrée. En plusieurs endroits, le discours de Cuvier ouvrait potentiellement sur un traitement commun des lettres et des sciences. C'est particulièrement vrai quand il déplore, en des lignes qui résonnent encore fortement de nos jours, le discours d'autojustification auquel sont trop souvent réduits les savants de son temps. Pour la génération des René, pour celle des futurs Chatterton, le reproche d'inutilité (voire d'improductivité) fait aux savants représentait une passerelle virtuelle entre des lettres et des sciences exposées aux ravages d'un même philistinisme. Le recouplement devient presque littéral quand Cuvier récuse ceux qui, au nom d'un utilitarisme à courte vue, ne voient dans les théories scientifiques « que des jeux stériles de l'esprit »<sup>1</sup>. N'est-ce pas un soupçon similaire envers les lettres que Fontanes s'efforçait de dissiper ? Il est frappant de voir qu'aucun observateur, au moins dans la grande presse, ne relève ce germe de convergence. Dans l'ensemble, c'est bien le scénario d'une opposition frontale qui est privilégié. À ce compte, l'imputation d'inutilité n'est pas le stigmate commun aux hommes de lettres et de sciences dans une société gagnée par le démon de l'efficacité, mais la disqualification que se renvoient mutuellement les tenants des lettres et des sciences. L'hypothèse d'une cause commune à toutes les activités de l'esprit est écartée au profit d'une conception concurrentielle accréditant le déchirement interne du monde intellectuel.

Sans nier certaines divergences ni sous-estimer, en particulier au moment des réformes pédagogiques, les enjeux d'une rivalité (d'ailleurs relative) entre lettres et sciences, rien n'empêchait pourtant d'évoquer leur solidarité négative, c'est-à-dire leur exposition à un faisceau de soupçons analogues. Or ce n'est définitivement pas sous cet angle que les publicistes envisagent l'articulation des deux discours. Dans l'ensemble, leurs commentaires trahissent une réticence à formuler autrement que dans une grammaire conflictuelle l'agencement des lettres et des sciences dans la sociabilité savante du premier XIX<sup>e</sup> siècle. Ils témoignent, malgré tous les démentis et autres protestations d'unité, d'une difficulté durable à penser le corps académique sous le signe d'une cohésion intellectuelle supérieure.

### **Un conflit politique ?**

Comment interpréter cette incapacité à penser le lieu d'une rencontre féconde et pacifiée entre les lettres et les sciences ? Au moins deux explications peuvent être proposées. La première, qui est la plus évidente, renvoie à la vigueur de passions politiques auxquelles la question académique n'offre, au lendemain de la Révolution française, qu'un exutoire parmi d'autres. Il est vrai que la parade mondaine du 24 avril 1816 s'envenime au point d'alimenter bientôt une controverse sur le devenir de la civilisation elle-même. C'est par exemple le cas dans la *Chronique politique et littéraire* qui reprend, pour le radicaliser au-delà de toute mesure, le point de vue, ferme sans excès, soutenu par Malte-Brun quelques jours plus tôt. Le rédacteur de la *Chronique* s'inscrit dans les pas du géographe, mais il force caricaturalement le trait et va jusqu'à imaginer les pensées de Cuvier lisant l'article de Malte-Brun :

*La peste de ta chute !* aura pu dire M. Cuvier. Le triomphe des sciences que j'ai voulu préconiser n'est point un triomphe matériel. J'ai voulu prouver que rien n'était égal aux

---

<sup>1</sup> *Recueil des discours...*, *op. cit.*, p. 32.

merveilles de nos découvertes, et que le dix-huitième siècle effaçait l'éclat de tous les autres siècles, autant que le soleil efface l'éclat de tous les astres du firmament.<sup>1</sup>

La mention à charge du XVIII<sup>e</sup> siècle est ici essentielle. En contexte immédiat, elle répond à l'article du *Constitutionnel*, où l'éloge de Cuvier se doublait d'une réhabilitation des Lumières et, plus largement, d'une « louange de ce pauvre siècle [*i.e.* le XVIII<sup>e</sup>], que l'on s'occupe tant à déprimer »<sup>2</sup>. Dans le cadre plus global du moment 1800, elle illustre la faculté d'aimantation polémique propre à l'héritage des Lumières.

La question des lettres et des sciences s'installe en effet dans l'espace public parce qu'elle offre une caisse de résonance aux controverses sur la responsabilité présumée sanglante des philosophes. Cette dimension militante est criante dans la *Chronique politique et littéraire*, où les discours académiques ne fournissent guère que le prétexte d'un nouveau réquisitoire contre « les novateurs qui ont médité cinquante ans la subversion de toutes nos institutions, et la ruine de notre patrie ! »<sup>3</sup>. Pas plus que *La Quotidienne*, baptisée « la nonne sanglante » par ses détracteurs, la *Chronique politique et littéraire* ne laissait planer le moindre doute sur la sensibilité politique de ses rédacteurs. Il n'est d'ailleurs pas indifférent que cet article soit textuellement reproduit (à quelques détails près) dans *L'Ambigu*, périodique animé depuis Londres par « cet intrépide champion de la légitimité »<sup>4</sup> que fut Jean-Gabriel Peltier, ancienne cheville ouvrière des *Actes des Apôtres* pendant la Révolution. Si celui-ci vilipende la trajectoire de Fontanes, pilier de l'Empire toujours en cour sous la Restauration, il n'en reprend pas moins l'article très partisan de la *Chronique politique et littéraire*. Annoncée aux lecteurs londoniens comme « quelques commentaires que l'on ne trouvera peut-être pas sans intérêt »<sup>5</sup>, la flétrissure d'un XVIII<sup>e</sup> siècle coupable de tous les maux fait partie intégrante du réquisitoire contre les revendications des hommes de sciences. Pareil amalgame est alors monnaie courante. La presse conservatrice de cette époque pratique volontiers, à des fins évidemment polémiques, l'art du raccourci : la thèse d'une opposition des lettres et des sciences n'y est pas dissociable d'une politique mémorielle dressant l'un contre l'autre les héritages respectifs du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècle. Elle a pour corollaire, au plan historiographique, la différenciation tendancieuse d'un supposé siècle des lettres (le XVII<sup>e</sup>) et d'un siècle des sciences (le XVIII<sup>e</sup>) non moins radicalement simplifié<sup>6</sup>.

Cuvier avait pourtant donné de nombreux gages de modération. Dans un article de 1807, il déjouait déjà les amalgames transformant la question des lettres et des sciences en une querelle pauvrement partisane :

On raisonne toujours comme si la science excluait la littérature, ou même comme s'il était possible qu'un savant ne fût pas lettré. Proposition absurde ; car ce que l'on nomme aujourd'hui un savant n'est qu'un homme de lettres qui, outre les langues et les lois générales du langage et du raisonnement, a encore étudié quelque chose de plus déterminé, et les connaissances appelées communément littérature sont une condition nécessaire de tout progrès réel dans les

---

<sup>1</sup> « Sur les discours prononcés dans la séance publique des Académies royales du 24 avril 1816 », *Chronique politique et littéraire*, n° 76-77, t. 6, 1816, p. 113.

<sup>2</sup> *Le Constitutionnel, journal politique et littéraire*, 26 avril 1816, n° 117, p. 2.

<sup>3</sup> « Sur les discours prononcés dans la séance publique des Académies royales du 24 avril 1816 », *Chronique politique et littéraire*, n° 76-77, t. 6, 1816, p. 114.

<sup>4</sup> Eugène Hatin, *op. cit.*, t. 7, 1861, p. 603.

<sup>5</sup> *L'Ambigu, ou Variétés littéraires et politiques ; recueil périodique, publié les 10, 20 et 30 de chaque Mois, par M. Peltier*, t. 53, n° 474, 30 mai 1816, p. 439. La même livraison donne le discours de Fontanes, la suivante celui de Cuvier.

<sup>6</sup> Voir Stéphane Zékian, « Siècle des lettres contre siècle des sciences : décisions mémorielles et choix épistémologiques au début du XIX<sup>e</sup> siècle », *LHT*, n° 8, 2011, dossier sur « Le partage des disciplines » coordonné par Nathalie Kremer. Texte accessible à l'adresse suivante : <http://www.fabula.org/lht/8/zekian.html>

sciences. Toutes ces objections extérieures sont donc puérides ; ceux qui les font manquent ou de réflexion ou de bonne foi [...].<sup>1</sup>

Selon Cuvier, ce manque de bonne foi tient à la politisation outrancière des questions pédagogiques et académiques. Le démantèlement du système des Belles Lettres impose de repenser l'articulation de ce qu'on appellera bientôt disciplines, mais ce défi est relevé dans un contexte d'exacerbation idéologique qui en contamine les termes au point d'en infléchir le déroulement. Au lieu de traiter sereinement des relations entre lettres et sciences, s'insurge Cuvier, « on réclame l'histoire, l'autorité de Louis XIV, l'intérêt de la religion, l'exemple de l'Université de Paris, et l'on mêle à cela, comme à tout, les souvenirs de la révolution ; car on ne parle aujourd'hui ni de tragédies, ni d'agriculture, ni de chansons, ni de métaphysique, ni d'astronomie, que la révolution n'y soit pour quelque chose »<sup>2</sup>. En 1816, ce sentiment trouvera confirmation dans la circulation, au sein de la presse légitimiste (par exemple entre la *Chronique* et *L'Ambigu*), d'articles entretenant la confusion entre anarchie politique, désordre social, matérialisme des Lumières, mépris des lettres et triomphalisme des savants.

Bien qu'elle ne soit pas à négliger, l'explication politique ne rend pourtant pas un compte exact de la structure des débats. Certes, il n'est pas contestable que la défense des lettres passe régulièrement par une critique acerbe des Lumières. La chose est évidente, et parfois répétitive, chez Bonald ou Dussault. Nul doute que la crispation autour du statut philosophique et social des lettres ne soit l'indice d'une hantise plus profonde dont elle n'est qu'une forme d'expression parmi d'autres. À l'examen, tout indique néanmoins que les fractures politiques ne se redoublent pas dans le champ épistémologique, lequel s'ordonne selon des lignes de force plus sinueuses, moins prévisibles qu'on ne le penserait *a priori*. À elle seule, la mise au point d'Antoine Jay à l'automne 1817 suffirait à le montrer. Non seulement Jay défend, comme on l'a vu, les prérogatives de l'Académie française comme territoire souverain, mais il va jusqu'à plaider la supériorité fondamentale des lettres sur les sciences. C'est dire que la revendication institutionnelle n'est, chez lui, pas dissociable d'une conviction plus profondément philosophique. Rappelons qu'en ce début de Restauration Jay est une des incarnations les plus en vue du parti progressiste. Proche de Benjamin Constant, d'Étienne de Jouy ou de Lacretelle aîné, il anime avec vigueur le nouveau *Mercure de France*, foyer d'une ardente opposition libérale et vivier de la future *Minerve française*. Or son intervention sur le chapitre des lettres et des sciences n'en consonne pas moins avec celles de ses adversaires doctrinaux :

Quel mathématicien, quel astronome, quel chimiste, oseriez-vous nommer après Homère ?

Cette prééminence de la littérature sur les sciences exactes et naturelles est juste et raisonnable. Les sciences poursuivent ce qui est hors de l'homme ; les lettres ramènent tout à l'homme ; elles dominent ses opinions, elles lui révèlent les secrets de son cœur, elles adoucissent ses mœurs, dirigent ses penchants, le rapprochent de ses semblables, et sont le lien et l'ornement des sociétés.

Aussi, dans la distribution de la gloire, la plus grande part est réservée aux écrivains qui ont traité de l'homme ; non de l'homme physique, mais de l'homme moral.<sup>3</sup>

Comme Fontanes ou Malte-Brun, Jay ne parle pas contre les savants. Leur utilité n'est pas contestée, mais leur grandeur ultime tient à la sensibilité littéraire dont témoignent

---

<sup>1</sup> Georges Cuvier, « Sciences » (recension du *Traité élémentaire de minéralogie* d'Alexandre Brongniart), *Moniteur universel*, 3 novembre 1807, p. 1186-1187.

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> Antoine Jay, « Nouvelles littéraires » (recension des *Œuvres complètes* de Buffon, 1<sup>er</sup> article), *Mercure de France*, 27 septembre 1817, t. 3, p. 584.

leurs écrits. Car les meilleurs d'entre eux – Jay mentionne Cuvier, Lacépède ou Humboldt – resteront à la postérité par la grâce de leur plume. « Des hommes de cette force n'ignorent pas que si les sciences sont devenues plus populaires qu'elles ne l'étaient il y a cinquante ans, c'est qu'elles ont été pénétrées et animées par la littérature »<sup>1</sup>. En un mot, les meilleurs savants honorent la littérature au lieu d'entretenir un complexe de supériorité que rien ne saurait justifier. Jay clôt sa réflexion en citant « un de nos plus spirituels écrivains » dont le nom n'est pas donné mais qui n'est autre que Rivarol<sup>2</sup>. La convergence donne à réfléchir et confirme que la clef politique n'explique pas tout.

Un deuxième éclairage serait à chercher du côté des arbitrages rendus lors de la réorganisation de l'Institut en 1816. De ce point de vue, la tonalité conflictuelle du débat sur les lettres et les sciences est aussi révélatrice des limites propres à la scénographie des festivités académiques. Si les observateurs s'enferment dans une interprétation antagonique, c'est aussi parce que la séance annuelle échoue, en dépit de ses prétentions unitaires, à faire entendre une voix commune, une parole tressée de compétences diverses et complémentaires. En optant pour une juxtaposition de discours sans ménager le moindre temps pour une intervention collective digne de ce nom, l'institution ne renvoie pas l'image d'une unité transcendant les différences. Pour inverser cette tendance, il eût fallu que l'unité des savoirs soit non seulement proclamée, mais effectivement mise en œuvre, et que soit relevé ce qui restera un défi pour le long XIX<sup>e</sup> siècle : fonder un espace institutionnel où les discours puissent, non se juxtaposer dans une relation de plus ou moins bon voisinage, mais bel et bien s'articuler et penser ensemble leurs points d'intersection, leurs régions communes, etc. En attendant, et faute d'un réel effort pour substituer au dialogue de sourds, cordial mais teinté d'indifférence mutuelle sinon de méfiance, la possibilité d'une voix plurielle, la différence entre *séparation* et *désunion* (pour reprendre les termes de Walckenaer en 1821) apparaît bien floue.

La séquence du printemps 1816 est en somme porteuse de plusieurs enseignements. En synchronie, elle invite à nuancer la validité des critères politiques pour comprendre la logique des débats sur la concurrence des lettres et des sciences. En dépit des simplifications stratégiques auxquelles se livre à l'époque une certaine frange de la publicité lettrée, le jugement des acteurs sur l'héritage des Lumières ne conditionne pas rigoureusement leur réaction face au prestige grandissant des sciences de la nature. La concurrence des lettres et des sciences impose de ce fait la mise au point d'une grammaire interprétative susceptible de parcourir, sans rien en sacrifier, tout le nuancier des positions alors représentées. Une grammaire qui rende également compte de l'émergence, depuis les bords politiques les plus contrastés, d'une nébuleuse littéraire déjouant l'organisation habituelle de l'échiquier doctrinal et dont l'histoire, qui reste à écrire, ne se réduit ni à la reprise indéfinie d'un lamento antimoderne, ni aux variations successives d'un banal réquisitoire antiscientifique. En diachronie, l'épisode que nous avons tenté de retracer doit surtout conduire à s'interroger sur le sens historique de la réforme de 1816. Souvent interprétée comme le signe d'un retour en grâce des lettres, elle apparaît à l'examen sous un jour plus ambigu. En œuvrant à la séparation des discours et des compétences, elle entérine à sa manière l'abandon de l'idéal

---

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 588.

<sup>2</sup> La citation est la suivante : « Que dans le siècle où nous sommes, un homme se trouvant sans esprit, sans imagination et sans talent, prenne un fourneau, un alambic, une machine électrique, et se fasse chimiste ou physicien, on entendra parler de lui, on verra éclore ce nom inconnu, dont on sera forcé de se charger la mémoire ; et, grâce à leur ignorance, la plupart des gens du monde ne sauront jamais jusqu'à quel point on doit estimer ou mépriser ce manœuvre. Il n'en est pas ainsi en littérature ; quatre lignes de prose ou quelques vers classent un homme presque sans retour : il n'est pas là de dissimulation ». On la trouve notamment dans [François-Joseph-Marie Fayolle et Charles de Chênédollé (éd.)], *Esprit de Rivarol*, Paris, Perronneau, 1808, p. 117-118.

encyclopédique. Les excès oratoires et le soufflé polémique de 1816 suggèrent que le projet d'une association des savoirs a laissé place à celui, plus statique et sans doute plus confortable, d'une coexistence mêlant complexes et défiance. Ce choix, dont nous sommes les héritiers, a pesé sur le statut ultérieur des lettres, en particulier sur leur crédit comme discours de savoir et, à terme, sur leur insertion dans le concert des disciplines. Afin de mieux discerner quels renoncements inaugurent le XIX<sup>e</sup> siècle, et sans pour autant succomber au vertige d'une histoire contrefactuelle, il faudrait déterminer si une autre politique académique était alors envisageable, par exemple en éclairant les propositions, théories et autres projets formulés à l'époque et qui, s'ils n'ont pas emporté l'adhésion, n'en portaient pas moins le germe d'une tout autre conception des lettres.

**Mots-clefs :** académie, institut, sciences, littérature, polémique, politique

**Bio-bibliographie :** Stéphane Zékian est chercheur au CNRS. Ses travaux portent sur les usages idéologiques des héritages culturels, en particulier sur la production de l'identité nationale par l'historiographie littéraire (*L'Invention des classiques. Le « siècle de Louis XIV » existe-t-il ?*, Paris, CNRS éd., 2012). Dans l'optique d'une histoire des formations disciplinaires, il s'intéresse également à la délimitation des territoires littéraire et scientifique depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle (dossier "La guerre des étoiles : l'astronomie entre lettres et sciences", *Orages. Littérature et culture. 1760-1830*, n° 13, 2014).